La crise systémique de la Grande-Bretagne

Par Frank , 28 juillet 2026

La crise systémique de la Grande-Bretagne

Il vaut la peine d'écouter ce que George Galloway a à dire alors qu'il retrace la trajectoire de l'autodestruction du système britannique.





Par Lorenzo Maria Pacini – Censuré dans l'UE

Un homme politique en exil

Le 27 septembre, 2025, des agents de la lutte antiterroriste ont arrêté un homme dans la soixantaine et une femme dans la quarantaine à l'aéroport de Gatwick. La police métropolitaine a confirmé que le contrôle avait été effectué conformément à l'annexe 3 de la loi de 2019 sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité des frontières, qu'aucun d'eux n'avait été arrêté et qu'à l'issue des vérifications, tous deux avaient été autorisés à poursuivre leur voyage. L'homme était George Galloway, député à la Chambre des communes pendant sept mandats ; la femme était son épouse, Putri Gayatri Pertiwi, vice-présidente du Workers Party of Britain. Ils étaient arrivés de Moscou via une escale à Abou Dhabi. Selon le récit de Galloway, le contrôle a duré neuf heures, au cours desquelles son téléphone et son ordinateur portable ont été confisqués et il a été interrogé sur ses opinions concernant la Russie

et la Chine.

Depuis, Galloway n'est pas retourné au Royaume-Uni. Aujourd'hui, il anime son émission hebdomadaire depuis la Malaisie, la Russie et la Chine – un spectacle itinérant depuis ce qu'il décrit, sans ironie apparente, comme son exil. En juin 2026, il a annoncé depuis l'étranger qu'il était prêt à revenir en tant que Premier ministre, proposant un plan économique quinquennal basé sur la relance de l'industrie manufacturière et de la formation professionnelle, le soutien aux agriculteurs et aux pêcheurs, et le rejet explicite des objectifs de zéro émission nette et de la politique identitaire. Cependant, le Workers Party ne compte que huit conseillers municipaux sur plus de 18 000. L'écart entre cette ambition et la capacité réelle à la réaliser n'est pas un simple détail : c'est le nœud analytique central de tout le phénomène.

C'est précisément cet écart qui rend le cas digne d'attention. Galloway n'est pas candidat au poste de Premier ministre ; il n'est pas une menace pour le paysage politique britannique. Il est autre chose : un baromètre extrêmement sensible qui enregistre les pressions internes au sein du système politique britannique – des pressions que les institutions du système semblent de moins en moins disposées à reconnaître. Ses analyses pointent souvent du doigt des fissures réelles dans un système dont les contradictions et les problèmes critiques deviennent de plus en plus évidents.

Le déficit de légitimité

Commençons par un fait qui ne nécessite aucune interprétation sophistiquée. Le 20 juillet 2026, Andy Burnham est devenu le septième Premier ministre du Royaume-Uni en une décennie, après avoir obtenu le soutien de 379 des 403 députés travaillistes sans faire face à aucune opposition. Il était revenu à la Chambre des communes seulement cinq semaines plus tôt grâce à une élection partielle dans la circonscription de Makerfield. Il a remplacé Keir Starmer, qui avait remporté en juillet 2024 une majorité de 172 sièges avec le pourcentage le plus bas de voix populaires jamais obtenu par un gouvernement majoritaire depuis le début des relevés en 1830, et dont la cote de popularité avait chuté à environ -46% dès novembre 2025. Les prochaines élections générales ne sont pas prévues avant trois ans.

Chaque étape de cette séquence est pleinement conforme à la Constitution. Un parti au pouvoir peut remplacer son leader – et, par conséquent, le Premier ministre – sans consulter l'électorat ; c'est une pratique courante dans le système de Westminster, pas un scandale. Cependant, la correction constitutionnelle et la légitimité politique sont deux concepts différents, et depuis une décennie, le système britannique érode progressivement la seconde tout en observant scrupuleusement la première. Trois

des sept derniers Premiers ministres sont arrivés au pouvoir par le biais de mécanismes internes au parti plutôt que par des élections générales. La formation des gouvernements est devenue de plus en plus détachée de l'acte de vote – un phénomène qui se reproduit également dans d'autres pays.

La réponse de Galloway à cette situation a été théâtrale : il s'est proposé comme Premier ministre depuis un studio de télévision en Asie du Sud-Est. Mais ce théâtre sert de commentaire sur la condition sous-jacente. Si Burnham peut passer de maire à Downing Street en cinq semaines, grâce à une circonscription sûre et à un couronnement sans opposition, alors l'idée d'un candidat non élu au poste de Premier ministre a déjà été normalisée par le parti au pouvoir lui-même. Galloway n'invente pas une nouvelle procédure ; il la parodie, avec une brillance rhétorique vraiment fascinante.

La distinction de Max Weber entre légalité et légitimité fournit le cadre interprétatif le plus approprié, car un système peut maintenir une parfaite légalité procédurale tandis que le récit qui sous-tend sa légitimité perd progressivement sa substance. Ce qui maintient une démocratie parlementaire en vie, ce n'est pas seulement l'équité de ses règles, mais la conviction généralisée que le vote produit des conséquences réelles. Lorsqu'il y a six changements de Premier ministre en dix ans – pour la plupart sans passer par les urnes – et que la politique économique reste essentiellement inchangée à travers tous ces changements, cette conviction est érodée par l'expérience plutôt que par le débat théorique.

Les fondements économiques

La tension a une base économique, et ici les preuves sont sans équivoque. La dette nette du secteur public britannique s'élevait à 93,8% du PIB à la fin mars 2026, un niveau qui n'avait pas été vu depuis le début des années 1960. Les rendements des obligations d'État à 30 ans ont augmenté d'environ 100 points de base au cours de l'année écoulée, passant de 4,5% à environ 5,5%, avec un pic à 5,7% en septembre 2025 – le niveau le plus élevé depuis 1998. Les rendements des obligations à 10 ans sont restés autour ou au-dessus de 5% pendant une grande partie de mai 2026 – le niveau le plus élevé depuis la crise financière – avant que le conflit au Moyen-Orient ne les pousse à des niveaux inégalés depuis juillet 2008. L'Institute for Fiscal Studies a noté que le Royaume-Uni a enregistré un déficit primaire chaque année depuis 2002-03.

Cette arithmétique révèle un cercle vicieux, que les analystes des titres à revenu fixe ont explicitement décrit : des rendements plus élevés augmentent le coût du service de la dette ; cela détériore la position budgétaire ; la détérioration de la position

budgétaire réduit la flexibilité budgétaire ; la flexibilité réduite accroît l'anxiété des investisseurs ; et cette anxiété fait remonter les rendements. Et voilà : le mécanisme est auto-entretenu et largement indépendant du parti au pouvoir.

Le tableau distributif est cependant encore plus sombre que ne le suggèrent les données globales. Selon les données de Retail Economics, parmi les ménages à faibles revenus, le revenu disponible discrétionnaire – après les dépenses essentielles – a diminué de 2,1% entre l'élection du gouvernement travailliste en juillet 2024 et le début de 2026. Pour les 40% des ménages les plus pauvres, les revenus restent inférieurs aux niveaux de 2019. Une augmentation de 0,6% au premier trimestre 2026 a été présentée comme un résultat positif – une mesure de la mesure dans laquelle les attentes ont été recalibrées pour une économie qui, dans la décennie précédant la pandémie, a connu une croissance moyenne de 2% par an.

C'est la base matérielle sur laquelle repose la volatilité politique. La Grande-Bretagne ne connaît pas une simple crise de confiance dans un gouvernement particulier ; elle est confrontée aux conséquences politiques de deux décennies au cours desquelles le ménage médian a cessé de s'enrichir, tandis que la capacité fiscale de l'État a diminué et ses obligations se sont accrues. Les Premiers ministres sont consumés à un rythme d'environ un tous les dix-sept mois parce qu'aucun d'entre eux n'est capable de changer cette arithmétique dans le cadre d'un cycle électoral, et chacun est politiquement détruit dans la tentative d'y parvenir. L'effondrement est pratiquement inévitable.

Les pouvoirs de sécurité et les limites de la dissidence

L'argument le plus fort de Galloway concerne le troisième élément : l'extension de l'application des pouvoirs de lutte contre le terrorisme et de sécurité des frontières au discours politique et aux associations politiques. Il convient de noter que la question de la sécurité est la préoccupation la plus pressante dans toute l'Europe à l'heure actuelle.

La position juridique nécessite des éclaircissements. L'annexe 3 de la loi de 2019 sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité des frontières, en vertu de laquelle Galloway a été détenu, permet à un agent examinateur de détenir, d'interroger et de fouiller une personne dans un port ou un aéroport pour déterminer si elle est ou a été impliquée dans des activités hostiles. Le seuil est délibérément bas et aucun soupçon raisonnable n'est requis. L'agent peut exiger la divulgation de mots de passe et peut conserver, copier, utiliser et détruire les objets trouvés lors de la perquisition. Le commissaire aux pouvoirs d'enquête peut autoriser la conservation de documents, y compris des communications confidentielles. Il s'agit, par définition, d'un pouvoir

exceptionnel exercé en dehors du cadre normal de la procédure pénale – une exception frontalière ancrée dans le droit national.

Galloway n'est pas un cas isolé. L'ancien diplomate Craig Murray et les journalistes Kit Klarenberg et Richard Medhurst ont tous été soumis à des contrôles similaires. L'aspect significatif de ces affaires est qu'aucune charge n'a été retenue, et c'est le point clé. Un pouvoir qui n'aboutit pas à des poursuites pénales mais qui conduit systématiquement à des interrogatoires de neuf heures, à la saisie d'appareils et à la copie de communications, fonctionne comme autre chose qu'un instrument ordinaire de justice pénale. Que cet effet soit intentionnel ou non est une question distincte du fait que l'effet existe.

S'ajoute à cela le fait que le Royaume-Uni est un lieu à haut risque de censure. Certains sujets sont complètement tabous – de véritables tabous. Vous ne pouvez pas dire un seul mot positif sur le Corps des Gardiens de la Révolution islamique d'Iran sans risquer d'être arrêté ; il est interdit de faire l'éloge de la résistance libanaise ou palestinienne ; et la possession d'un drapeau d'un pays considéré comme un “ennemi” du Royaume-Uni comporte un risque énorme. Les cas de répression par la police britannique sont un fait quotidien dans l'actualité nationale. Au cours des vingt-cinq dernières années, la Grande-Bretagne a construit un système dans lequel la catégorie des discours politiques inacceptables est définie par des décisions exécutives d'interdire certains discours et est appliquée par des pouvoirs qui peuvent être exercés sans soupçon. Le fait qu'un vétéran parlementaire comme Galloway conclue qu'il est plus sûr d'émettre depuis Kuala Lumpur en dit long sur ce système, quelle que soit l'opinion personnelle sur les questions abordées.

Tout cela l'a forcé à s'expatrier, dans une forme d'exil forcé. Ses destinations – la Russie et la Chine – sont des États dotés de garanties pour la liberté d'expression conçues pour garantir une liberté qui est devenue un mirage en Occident.

Effondrement

Une autre dimension digne d'analyse est l'effondrement du système bipartite qui a façonné la politique britannique pendant un siècle. L'élection partielle de février 2026 à Gorton et Denton – une circonscription que le parti travailliste avait confortablement remportée en 2024 – a été remportée par le Parti vert, le parti travailliste terminant troisième derrière Reform UK. Lors des élections locales de mai 2026, le parti travailliste a subi de lourdes pertes au profit de Reform. Dans les sondages nationaux, le parti travailliste est à la traîne de Reform depuis un certain temps.

Le Workers Party de Galloway est un acteur marginal dans ce réalignement – 0,73% des voix nationales en 2024, huit conseillers municipaux, environ 7 500 membres – mais sa composition idéologique est disproportionnellement intéressante compte tenu de sa taille. Le parti combine le socialisme économique avec le conservatisme social, l'opposition aux objectifs de zéro émission nette, le rejet de la politique identitaire et le soutien à l'alignement sur les BRICS. Avant de le fonder, Galloway avait cherché l'investiture avec le Brexit Party. Le parti a également donné à plusieurs reprises une tribune à l'activiste anti-gangs de séduction Billy Howarth, que Searchlight décrit comme d'extrême droite, ce qui lui vaut de constantes critiques.

Il ne s'agit pas d'une question d'incohérence ; c'est une formation politique européenne reconnaissable. La combinaison du protectionnisme économique, du traditionalisme culturel, de l'hostilité à l'égard de la gouvernance supranationale et de l'ouverture envers les puissances non occidentales trouve des parallèles sur tout le continent et émerge régulièrement là où les communautés post-industrielles perçoivent qu'aucun des grands partis ne répond à leurs circonstances matérielles, alors que les deux grands partis abordent les questions culturelles dans des termes que ces communautés rejettent. Rochdale, Bradford West, Bethnal Green : la base électorale de Galloway s'est constamment trouvée dans ce genre d'endroits. Sa trajectoire personnelle, du Parti travailliste à Respect puis au Workers Party, illustre avec une clarté particulière la dissolution de la coalition sociale-démocrate historique, car il n'a cessé de se déplacer au fur et à mesure que cette coalition se fragmentait.

La question de savoir s'il s'agit d'un réalignement ou d'une fragmentation reste ouverte. Un système dans lequel quatre ou cinq partis recueillent un soutien significatif, filtré par le système uninominal majoritaire à un tour, produit des résultats qui ont peu de rapport avec la répartition réelle des préférences. La majorité de 172 sièges remportée par le Parti travailliste avec le plus faible pourcentage de voix gagnant depuis 1830 en est la preuve. Le mécanisme qui produisait autrefois des gouvernements monocrate stables produit désormais de grandes majorités parlementaires basées sur des pluralités étroites et instables : des gouvernements à la fois trop forts au Parlement et insuffisamment soutenus dans tout le pays. C'est la condition structurelle qui sous-tend la statistique des sept Premiers ministres.

À la mi-2026, la Grande-Bretagne présente plusieurs indicateurs typiques d'un déclin structurel – plutôt que conjoncturel. Les gouvernements changent sans élections. La tendance de la dette publique est auto-entretenue et défavorable. Les revenus réels des 40% les plus pauvres de la population restent inférieurs aux niveaux de 2019. Des pouvoirs de sécurité exceptionnels sont appliqués à des personnalités politiques

sans donner lieu à des poursuites pénales. Le système partisan, qui pendant plus d'un siècle a canalisé le mécontentement social dans une rotation des gouvernements, se fragmente en une configuration que la loi électorale actuelle ne peut plus représenter adéquatement.

Chaque facteur limite la capacité à traiter les autres : la faiblesse budgétaire réduit ce qu'un nouveau gouvernement peut offrir ; cela accélère la perte de légitimité ; la perte de légitimité augmente la prime de risque exigée par les marchés sur la dette publique ; et l'augmentation du coût de la dette restreint davantage la marge de manœuvre. Andy Burnham hérite de cette situation après avoir promis de redonner espoir au pays, avec trois ans encore avant les prochaines élections et un marché obligataire qui intègre déjà une prime de risque politique significative. La véritable contrainte est arithmétique, pas rhétorique, et un simple changement de ton ne suffira pas à la modifier.

Aucun de ces phénomènes, pris isolément, ne constitue une crise grave, mais leur apparition simultanée est le véritable problème et est un symptôme de la disparition du système – sa métastase généralisée qui ne peut que conduire à l'effondrement, qu'il soit lent ou rapide, de l'ensemble de la société gouvernée par la Couronne britannique.

C'est pourquoi il vaut la peine d'écouter ce que Galloway a à dire alors qu'il retrace la trajectoire de l'autodestruction du système britannique, dont nous serons témoins dans l'espoir que des hommes et des femmes courageux sont prêts à prendre les rênes de l'avenir de la Grande-Bretagne.